

NON AUX CLASSES GHETTO

OUI À LA DÉMOCRATISATION SCOLAIRE



Décembre 2023

Notre ex-ministre Pap N'Diaye avait déclaré vouloir s'occuper du collège décrété « homme malade du système », avec de premières mesures contestables mises en place dès cette rentrée 2023, dans l'improvisation. Son successeur, Gabriel Attal poursuit dans cette lancée en distillant depuis la rentrée des éléments de langage dans l'air du temps, réactionnaires et hostiles à l'égalité, qui nous alertent déjà sur la philosophie générale de la future réforme. Notre fédération propose ici un premier décryptage et argumentaire.

Les évaluations nationales comme outil de casse du service public d'enseignement

Sans surprise, les évaluations nationales nouvellement effectuées en mathématiques et en français en classe de 4ème en septembre sont mauvaises : en effet les tests étaient denses, axés sur la rapidité, déconnectés des chapitres du programme, sans lien avec les cours et ne permettaient pas aux élèves de se réappropriier les notions au préalable. Certaines épreuves sont ineptes comme le test de fluence (dans les tests de 6ème et cette année en 4ème) évalue la rapidité de lecture sans évaluer la compréhension, ce qui va à l'encontre de ce qu'on apprend aux élèves depuis le CP. **Ces évaluations stressent et déstabilisent les élèves et les enferment dès le début de l'année dans une fatalité et un déterminisme.** Ce système est déjà à l'œuvre au Royaume Uni et implique aux enseignant.es d'enseigner en vue des tests : « teach and test » Ce dispositif vide de sens les séquences et assèchent les cours: il n'est alors plus question d'y trouver des contenus émancipateurs.

D'ores et déjà le ministre de l'éducation nationale a évoqué le recours aux classes de niveaux, revenant donc sur la raison du collège unique et de la loi Haby de 1975. **Le collège unique tout aussi imparfait soit-il évite le tri et œuvre à la démocratisation scolaire, en faveur des élèves dont les familles sont les moins en connivence avec le système scolaire.**

Les différentes recherches dont celles du Groupe de Démocratisation Scolaire et de Stéphane Bonnéry (*Comprendre l'échec scolaire*, 2005) et L'observatoire des inégalités, entre autres, montrent que les inégalités sociales sont à l'origine des inégalités scolaires et sont renforcées par celles-ci au fur et à mesure du cursus scolaire. **Aussi, faire des classes de niveau scolaire implique du tri scolaire et donc du tri social. Ce projet serait une régression grave et ne correspond en rien à un projet d'école égalitaire et de transformation sociale que nous portons. Nous défendons un collège de qualité pour tous et toutes.** Il faut rappeler que ce projet de classes de niveaux est par ailleurs porté par un syndicat réactionnaire, et par l'extrême droite qui prône le tri et les écoles à plusieurs vitesses, dans un but profondément violent et inégalitaire. L'extrême-droite, protéiforme, est à l'affût face à l'école qui est une

proie pour son projet culturel et réactionnaire comme le montre Grégory Chambat (*Les Réacs-publicains*, 2016 et *Quand l'extrême-droite rêve de faire école*, 2023), ce que l'on voit aussi avec des réseaux de parents qui s'en prennent aux enseignant.es et aux programmes scolaires.

Les classes de niveaux mettent en difficulté les « bons élèves » eux-mêmes. En effet, contrairement à l'idée reçue que l'hétérogénéité leur serait néfaste, **la classe de niveau de « bons élèves » renforce la compétitivité entre eux et elles**, les stéréotypes et les inégalités de genre, l'anxiété scolaire, l'intolérance, le mépris et le harcèlement scolaire. Ce genre de classe renforcerait aussi les enjeux de pouvoir et de passe-droits des parents d'élèves envers les directions pour que leurs enfants soient dans de « bonnes classes », ce qui conduirait à une forme de corruption, contre laquelle le service public d'enseignement protège les personnes encore peu ou prou puisque **le service public permet l'égalité de service de tous et toutes**. Les enseignant.es qui ont déjà pratiqué les groupes de niveaux, appelés dans un langage managérial « groupes de besoins », mis en place de façon expérimentale dans certains collèges, se sont trouvé.es face au casse-tête de « classer » les élèves moyens et moyennes : où les placer ? Dans « un bon groupe », dans un « groupe en difficulté » ? Ce sont eux et elles aussi qui pâtiraient de l'homogénéité des classes de niveaux, car ce tri est forcément imparfait et aléatoire. **Enfin, la constitution des classes prendrait un temps fou, occasionnerait une concertation tout aussi chronophage et serait une usine à gaz qui déstabiliserait les organisations des collèges.**

Un projet de tri scolaire et social néfaste pour tout le monde

Certes, faire classe au collège n'est pas tous les jours facile: les classes sont surchargées, les personnels comme les assistant.es social.es, infirmier.ières, CPE, psychologues, AED, AESH sont insuffisant.es, les personnels enseignants manquent ici et là et les temps d'échange professionnels sont inexistantes. Les investissements financiers des conseils départementaux pour le pédagogique (matériel et projets) sont souvent réduits à peau de chagrin, des bâtiments restent vétustes, peu accueillants et inconfortables. Beaucoup d'élèves ont été fragilisés.es par la crise du COVID sans être accompagné.es vu la destruction de l'hôpital public, des services de psychiatrie et du médico-social par ailleurs et la réduction des éducateur.trices de prévention. Le climat social est anxiogène et des élèves vivent la pauvreté dans leur famille, pauvreté qui s'accroît partout. **Alors, en classe, ça explose**. Certain.es élèves nous mettent en difficulté professionnelle, et nous-mêmes n'avons pas de groupes d'échanges professionnels, de temps de concertation généralisé comme c'est le cas seulement en REP+, pas de médecine de travail. **Alors à court terme, il faudrait pour les élèves en difficulté et fragilisés des sas, des relais, des moments d'écoute et de dialogue pour apaiser, remédier les difficultés scolaires notamment en groupes**, aider, mais reléguer des élèves dans une classe de niveau ne dupera pas les élèves. **La violence institutionnelle qu'on leur ferait vivre, ils et elles nous la resserviront par des incidents et des comportements**

difficiles. Les enseignant.es qui ont déjà des classes de niveaux, du fait du jeu des options, peuvent l'attester.

De plus, qui se portera volontaire pour enseigner à ces classes encore plus difficiles ? Un pacte « classe compliquée » sera-t-il créé ? Cela fragilisera encore davantage les collectifs de travail où chacun et chacune sera en concurrence pour avoir les « bonnes » classes et on peut compter sur le cynisme de l'institution pour trouver des moyens coercitifs.

Il est aussi probable que si ce projet venait hélas à aboutir, ce contre quoi nous allons cependant tous et toutes nous employer à lutter, **des réorientations précoces vers l'apprentissage pourraient être proposées**, en lien avec la destruction du lycée professionnel et la professionnalisation de plus en plus tôt des élèves. D'ailleurs, **la découverte des métiers**, nouvel enseignement d'orientation transversal commence à présent dès la 5ème ce qui montre que l'ambition d'évincer certain.es élèves le plus tôt possible est en place. Des adolescents et adolescentes, surtout issu.es de milieux populaires ou éloigné.es du système scolaire seraient une main d'œuvre à bas coût et vulnérable pour les employeurs et le patronat et seraient exposé.es très jeunes aux dangers et risques pour la santé et la sécurité au travail.

Tous ces aspects sont à mettre en parallèle avec la réforme du lycée professionnel : en effet les enseignements généraux se réduisent, la période de stages et donc d'emplois peu chers pour les patrons s'allonge, le tri social s'accroît. C'est aussi le statut des enseignant.es qui est menacé au lycée professionnel avec l'annualisation en point de mire, et malheureusement la contre-réforme du lycée professionnel anticipe ce qui pourrait se passer en collège.

Une réforme du collège amorcée l'an dernier et en 2016

Il faut rappeler aussi que depuis plusieurs années, le français et les mathématiques ont perdu des heures et surtout la possibilité de faire des dédoublements en plus des heures en classes entières. De plus, la suppression de la technologie à la rentrée 2023 a amorcé ce projet d'enseignement au rabais. Pourtant cette nouvelle matière du collège était appréciée des élèves dans son aspect concret, transdisciplinaire et polytechnique. Elle permettait une mise en valeur des élèves en difficulté qui pouvaient s'y retrouver. A la place, les groupes de soutien et approfondissement mis en place affaiblissent les enseignements en mathématiques et en français et amorcent les classes de niveaux. Ces groupes ont d'ailleurs dégradé les emplois du temps des élèves et des enseignant.es. De plus, la 6ème étant la fin du cycle 3 (CM1-CM2-6ème), cette classe est désormais tirée vers les fondamentaux (lire, écrire, compter) et comme une prolongation de l'école primaire. Cela avait déjà été dénoncé comme un écueil possible lors de la réforme du collège de la ministre Najat Belkacem en 2016. Jusqu'à présent l'âge de 11 ans était censé correspondre à la pré-adolescence prédisposée à des apprentissages plus approfondis et experts que propose le collège, et auxquels l'école primaire les a préparés.

Il faut des moyens ambitieux pour un collège porteur de savoirs émancipateurs

Alors oui, le collège est « malade » tout comme le système scolaire dans son ensemble. C'est le cas de bien des services publics, laminés par 40 ans de libéralisme. Mais ce n'est pas en agitant les vieilles badernes et la nostalgie d'une école passée et fantasmée où tout le monde aurait eu un bon niveau (ce qui est faux) que nous la soignerons. **Refusons le projet rétrograde de société qui se joue là !**

Ne nous laissons pas enfermer dans une fatalité et dans une croyance affirmant que les élèves ne peuvent pas progresser. Un.e élève qui fait un CP correct, s'en sortira correctement ensuite à l'école primaire et au collège, selon les travaux de Jean-Pierre Terrail (*Entrer dans l'écrit ? Tous capables !*), et c'est aussi à l'école primaire qu'il faut encore donner davantage de moyens. De premières études parcellaires montraient (en 2021), un possible bénéfice des CP/CE1 dédoublées en REP : elles doivent être approfondies et le ministère doit en tirer les conséquences, au lieu de proposer des solutions à rebours pour le collège. Si les dédoublements s'avèrent efficaces en primaire, pourquoi ne pas les mettre en place au secondaire pour répondre aux difficultés des élèves, en y mettant les moyens horaires ?

Cette question du taux d'encadrement est fondamentale alors qu'une décrue globale du nombre d'élèves est attendue dans le secondaire ces prochaines années. **Profitions-en pour diminuer le nombre d'élèves par classe** (la France compte le plus d'élèves par classe en moyenne en Europe !), pour dégager des moyens pour dédoubler, expérimenter, avec du temps de concertation et de formation pour les équipes.

Il est aussi nécessaire de s'attaquer au problème de la ségrégation scolaire, corollaire de la ségrégation sociale, avec des cartes scolaires équilibrées évitant le clientélisme des conseils départementaux. Partisan-es d'un grand service public d'éducation, nous sommes défavorables au financement public du privé qui nous place en concurrence.

Notre société de classe est à déconstruire mais il est primordial dans l'immédiat, d'apporter de la mixité sociale dans nos établissements. Elle est porteuse de démocratie et d'égalité. Elle est une digue contre la xénophobie, car elle permet aux publics scolaires de se connaître et de sortir des préjugés et des fantasmes. Au contraire, l'école du tri et de la ségrégation ne fait que renforcer la violence scolaire et sociale.

Résistons et luttons contre l'extrême-droitisation des esprits, y compris dans l'école. Les classes de niveaux renforceraient l'oppression et les rapports sociaux de domination. Le service public d'enseignement au collège doit rester de qualité et porteur d'égalité, avec des enseignant.es formé.es qui restent concepteurs et conceptrices de leur métier qui doit être revalorisé, **avec des savoirs émancipateurs pour des élèves éclairé.es afin de continuer de porter la démocratisation scolaire facteur de transformation sociale.**